



caf.fr

POUVOIR ADJUDICATEUR
(organisme contractant)

**CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES
DES HAUTS-DE-SEINE
70-88, rue Paul Lescop
92023 NANTERRE CEDEX**

(ORGANISME DE DROIT PRIVE CHARGE DE LA GESTION D'UN SERVICE PUBLIC)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

OBJET DE LA PROCEDURE ADAPTEE N° 03/2026

**PRESTATIONS DE FORMATIONS DANS LE DOMAINE
DES OUTILS D'ANALYSE POUR LE DISPOSITIF
« PERSPICAF » DESTINÉES À L'INSTITUT RÉGIONAL
DE FORMATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES
(IRFAF) RELEVANT DE LA CAF DES HAUTS-DE-SEINE
(CCAP TOUS LOTS)**

ACCORD-CADRE ALLOTI PASSÉ PAR PROCEDURE ADAPTEE EN APPLICATION DES DISPOSITIONS DES ARTICLES R 2123-1-3° (MARCHE DE SERVICES SPECIFIQUES), R.2131-15, R.2161-2 A R.2161-5, ET R2162-13 et 14 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Date d'établissement : 20/01/2026

Prestations de formations dans le domaine des outils d'analyse pour le dispositif « PERSPICAF », destinées à l'IRFAF, relevant de la Caf des Hauts-de-Seine

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES	3
ARTICLE 2 : OBJET - LOTS	3
2.1 : OBJET	3
2.2 : LOTS.....	3
ARTICLE 3 : REGLEMENTATION-CONDITIONS JURIDIQUES.....	4
3.1 : REGLEMENTATION.....	4
3.2 : FORME DU MARCHE	4
ARTICLE 4 : NOTIFICATION - DATE D'EFFET - DUREE DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 5 : PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE.....	5
5.1 : PIECES PARTICULIERES	5
5.2 : PIECES GENERALES.....	6
5.3 : EXHAUSTIVITE DE LA LISTE DES PIECES CONTRACTUELLES.....	6
ARTICLE 6 : OBLIGATIONS RECIPROQUES	6
6.1 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	6
6.2 : OBLIGATIONS DE L'ORGANISME CONTRACTANT	9
ARTICLE 7 : PASSATION DES BONS DE COMMANDE – MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION.....	10
7.1 : BONS DE COMMANDE	10
7.2 : CONDITIONS D'ANNULATION OU DE REPORT DE SESSIONS.....	10
7.2 : MODIFICATION EN COURS D'EXECUTION.....	11
ARTICLE 8 : CONDITIONS FINANCIERES	11
8.1 : PRIX DU MARCHE.....	11
8.2 : REVISION DES PRIX.....	12
8.3 : CLAUSE BUTOIR.....	13
8.4 : CLAUSE DE SAUVEGARDE	13
ARTICLE 9 : REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE.....	13
9.1 : FACTURATION ET PAIEMENT	13
9.2 : TVA.....	14
9.3 : AVANCE	14
9.4 : CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES	14
ARTICLE 10 : VERIFICATION – RECEPTION DES PRESTATIONS.....	14
ARTICLE 11 : PENALITES	15
ARTICLE 12 : SOUS-TRAITANCE.....	16
ARTICLE 13 : ASSURANCE	17
ARTICLE 14 : STATUT DES INTERVENANTS	18
14.1 : CONDITIONS D'ACCES ET REGLES DE SECURITE SUR LE SITE D'INTERVENTION.....	18
14.2 : LIENS JURIDIQUES.....	18
14.3 : ABSENCES, DEPART DU PERSONNEL, REMPLACEMENT.....	18
14.4 : VALIDATION ET RECUSATION DE PERSONNEL	19
ARTICLE 15 : PROTECTION DE LA MAI D'ŒUVRE ET DES CONTIONS DE TRAVAIL	20
ARTICLE 16 : REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	20
ARTICLE 17 : PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	22
ARTICLE 18 : CHANGEMENT DE LA SITUATION DU TITULAIRE.....	22
ARTICLE 19 : RESILIATION.....	23
ARTICLE 20 : SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES	23
ARTICLE 21 : DECLARATIONS REGLEMENTAIRES	23
ARTICLE 22 : OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLEGAL	24
ARTICLE 23 : REGLEMENT DES LITIGES.....	24
ARTICLE 24 : LANGUE	24
ARTICLE 25 : DEROGATIONS AU CCAG-PI.....	24

ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES

- **D'une part, la Caf des Hauts-de-Seine** (Caf 92), dont le siège social est situé au 70-88 rue Paul Lescop, 92023 NANTERRE CEDEX, désignée dans le marché par l'expression « l'Organisme contractant » ou « le Pouvoir Adjudicateur ». L'Organisme contractant est représenté à la signature de l'accord-cadre et pour tout avenant éventuel par son Directeur Général ou son délégué.

Les règlements des sommes dues, au titre de l'accord-cadre, sont assurés par le Directeur Comptable et Financier, même adresse, auquel doit être signifiée toute opposition éventuelle.

Pour la conduite, la vérification et la bonne exécution des prestations, le pouvoir adjudicateur est représenté par le responsable de l'IRFAF (Institut Régional de Formation des Allocations Familiales) ou son représentant.

- **D'autre part, l'entreprise, Titulaire de l'accord-cadre**, désignée dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) par l'expression « le Titulaire » ou « le prestataire ».

ARTICLE 2 : OBJET - LOTS**2.1 : OBJET**

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) fixe les conditions de l'accord-cadre à bons de commande que l'organisme contractant entend passer pour mi

Le cahier des clauses administratives particulières a pour objet de compléter l'acte d'engagement et de définir les obligations des parties qui les ont acceptées pour l'exécution de l'accord-cadre.

Le Titulaire de l'accord-cadre est soumis à une obligation de résultat pour la réalisation des sessions de formation.

2.2 : LOTS

Conformément à l'article L.2113-10 du Code de la Commande Publique, les formations, objets de l'accord-cadre, sont réparties en quatre lots donnant chacun lieu à un accord-cadre distinct qui sont les suivants :

1	Formations POWER BI
2	Formations SQL et Python dans DATABRICKS
3	Formations Analyse de données avec Python
4	Formations Cartographie avec MAPINFO

L'attribution de chaque lot donnera lieu à l'établissement d'un accord-cadre distinct, mono-attributaire, avec la signature d'un acte d'engagement (AE), et comportant les pièces constitutives de l'accord-cadre définies au CCAP.

Dans le cadre de chacun des lots, les prestations qui sont à réaliser par le titulaire devront être conformes aux prescriptions décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

ARTICLE 3 : REGLEMENTATION-CONDITIONS JURIDIQUES**3.1 : REGLEMENTATION**

L'accord-cadre est un marché de **services « spécifiques »** (figurant à l'avis relatif aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques du 31 mars 2019) et est à ce titre conclu après procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article R.2123-1 3° du Code de la Commande Publique.

L'accord-cadre est passé en application de l'article L124-4 du Code de la Sécurité sociale, et de l'arrêté du 19 juillet 2018 relatif aux marchés des organismes de sécurité sociale et des dispositions du Code de la Commande publique.

L'accord-cadre est enfin régi par référence aux Cahiers des Clauses Administratives Générales et Techniques applicables aux Marchés Publics de Prestations Intellectuelles (arrêté du 30 mars 2021 paru au Journal Officiel du 1^{er} avril 2021).

3.2 : FORME DU MARCHÉ

Chaque marché s'exécutera sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande, passé sans minimum, avec un maximum de commandes fixé comme suit pour chacun des lots, sur la durée totale de validité du marché :

	LOTS	Montant maximum
1	Formations POWER BI	145 000 € TTC
2	Formations SQL et Python dans DATABRICKS	290 000 € TTC
3	Formations Analyse de données avec Python	100 000 € TTC
4	Formations Cartographie avec MAPINFO	75 000 € TTC

Chaque accord-cadre, fixant toutes les stipulations contractuelles, sera exécuté au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commande dans les conditions fixées à l'article 7 du CCAP. L'émission des bons de commande pourra intervenir jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre.

La Caisse d'Allocations Familiales des Hauts-de-Seine ne prend aucun engagement quant à la régularité et à l'importance des bons de commande qui seront émis, le titulaire devant en tous les cas être en mesure d'y répondre dans les délais fixés.

ARTICLE 4 : NOTIFICATION - DATE D'EFFET - DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Le marché est notifié au titulaire dès sa signature par le pouvoir adjudicateur.

La durée du marché est de 12 (douze) mois, **durée qui commence à courir à compter du 01^{er} novembre 2026**, correspondant à l'échéance de l'accord-cadre précédent. Les prestations seront exécutées uniquement sur émission de bons de commande, **et aucun bon de commande ne sera émis avant cette date**. À l'issue de cette première période, l'accord-cadre pourra être renouvelé tacitement par trois fois pour des durées identiques, sans dépasser 48 mois au total.

Au cours de cette période de 48 mois, l'Organisme contractant aura par ailleurs la faculté de dénoncer le marché à tout moment, par tout moyen matériel ou dématérialisé (courrier électronique) permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception, moyennant un préavis de quatre (4) mois.

Enfin, dans le cas où le titulaire ne respecterait pas ses obligations, le marché pourrait être résilié dans les conditions visées à l'article 20 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P).

ARTICLE 5 : PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessous, exprime les obligations contractuelles des parties.

5.1 : PIECES PARTICULIERES

Les pièces particulières constitutives de l'accord-cadre comprennent par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement du Titulaire (référéncé AE PA n° 03/2026) et ses deux annexes (annexe 1 bordereau de prix, et, annexe 2 questionnaire technique) avec, éventuellement, les engagements complémentaires souscrits au cours ou au terme de la période de mise au point, signé par le titulaire de l'accord-cadre et également signé par le représentant du pouvoir adjudicateur,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P, référéncé PA n° 03/2026) dont seul l'exemplaire conservé par l'Organisme contractant fera foi.
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P, référéncé PA n° 03/2026), dont seul l'exemplaire conservé par l'Organisme contractant fera foi et son annexe le « Guide de collaboration à destination des intervenants externes et institutionnels de l'IRFAF » (v09.2024) *[Le guide de collaboration à destination des intervenants de l'IRFAF définit les principes de fonctionnement nécessaires pour assurer la qualité de la relation et du service rendu aux Caf. Les principes qui y sont énoncés s'imposent au titulaire du présent marché. Tous principes de fonctionnement communiqués par l'IRFAF (par téléphone ou par mail) tout au long du marché devront être respectés.]*
- Les bons de commande émis par l'organisme,
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché,
- Le référentiel QUALIOPI, *(le titulaire du marché s'engage par ailleurs à respecter les conditions mises en place par l'Irfaf pour répondre aux exigences du Label Qualiopi. Des contrôles du respect de ces conditions pourront être effectués par l'Irfaf selon des modalités qui seront communiquées au prestataire).*
- Le mémoire technique du titulaire.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs de l'accord-cadre, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

5.2 : PIECES GENERALES

Il s'agit des pièces générales suivantes :

- L'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 (JO du 05 décembre 2018) portant partie législative du code de la commande publique,
- Le Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 (JO du 05 décembre 2018) portant partie réglementaire du code de la commande publique,
- L'Arrêté du 19 juillet 2018 (JO du 27 juillet 2018), portant règlement sur les marchés publics passés par les Organismes de Sécurité Sociale,
- Le Cahier de Clauses Administratives Générales Particulières applicable aux Marchés Publics de Prestations Intellectuelles (C.C.A.G.P.I.) visé à l'article 3.1.
- Les normes et règlements en vigueur.

5.3 : EXHAUSTIVITE DE LA LISTE DES PIECES CONTRACTUELLES

Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire préalablement à la signature de l'accord-cadre et qui ne figureraient pas dans les pièces listées à l'article 5.1. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive des conditions figurant sur les factures et des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS RECIPROQUES

6.1 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE

a) Obligations générales

Les prestations attendues du Titulaire répondront aux obligations classiques de la profession. Le titulaire s'engage expressément à respecter les engagements indiqués dans le **guide de collaboration** annexé au présent document.

Le titulaire du marché s'engage par ailleurs à respecter les conditions mises en place par l'Irfaf pour répondre aux exigences du Label QUALIOPI. Des contrôles du respect de ces conditions pourront être effectués par l'Irfaf selon des modalités qui seront communiquées au prestataire.

D'une façon générale, dans le respect des normes en vigueur et des règles de l'Art, le titulaire du marché s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour exécuter l'ensemble des prestations qui lui seront demandées, notamment :

- Avoir une organisation adéquate permettant d'assurer les obligations de service auxquelles il est tenu par le marché,
- Mettre à disposition des ressources compétentes,
- Prendre en compte des objectifs de développement durable.

b) Statut du personnel du titulaire

Le titulaire s'engage à remplir seul ses obligations d'employeur vis-à-vis de son personnel ou des personnels extérieurs qu'il estime devoir rémunérer, dans le cadre du présent marché.

Il est expressément entendu que les agents du titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...) et demeurent placés sous son autorité même si les interventions sont exécutées sur les sites du pouvoir adjudicateur.

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du titulaire pendant la durée de la prestation relève de la compétence du titulaire.

Pour l'application de la présente clause, le titulaire répond de ses salariés comme de lui-même. Il en est de même pour ses sous-traitants.

c) Remplacement d'intervenant

En cas d'indisponibilité, d'absence ou de départ d'une personne affectée à l'exécution des prestations, le titulaire doit impérativement et immédiatement en aviser l'IRFAF et prendre toutes les dispositions nécessaires pour le remplacer afin que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

d) Obligations de secret professionnel et de confidentialité

Le titulaire est tenu au secret professionnel (article 226-13 du Code pénal), et à une obligation de confidentialité et discrétion professionnelle.

À ce titre, il s'engage notamment à ne divulguer aucune information à caractère confidentiel ou considérée comme telle dont il aura connaissance pour la réalisation de la prestation et sur l'activité de l'IRFAF, des Caf et des agents en formation.

Les faits, informations, études, documents, supports d'information, fichiers informatiques ou non, et décisions de toute nature et renseignements fournis par le pouvoir adjudicateur, auxquels le titulaire a accès, à quelque titre que ce soit, au cours de l'exécution du présent marché, sont considérés comme secrets au sens de l'article 226-13 du Code pénal.

L'obligation de confidentialité s'impose au titulaire et s'étend à tous les renseignements de quelque nature que ce soit dont le titulaire aurait eu connaissance durant le marché, même involontairement.

Il s'interdit notamment toutes communications écrites ou verbales sur ces sujets, ainsi que toute remise de documents à des tiers, sans l'accord préalable de l'IRFAF.

La mise en œuvre de cette obligation est déterminante dans l'engagement de la Caisse d'Allocations Familiales des Hauts-de-Seine à l'égard du titulaire. Tout manquement engagera la responsabilité de ce dernier.

Pour l'application de la présente clause, le titulaire répond de ses salariés et de ses sous-traitants comme de lui-même.

En cas de non-respect de cette obligation, les contrevenants s'exposent aux poursuites pénales prévues par la législation en vigueur, sans préjudice des actions civiles en dommages et intérêts auxquels le Pouvoir Adjudicateur ou la personne affectée peut prétendre.

Le titulaire s'engage tout particulièrement à :

- ne pas utiliser les documents et fichiers informatiques à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;

- ne prendre aucune copie des documents et fichiers informatiques qui lui sont confiés à l'exception de celles nécessaires à l'exécution des prestations du présent marché sur accord préalable du pouvoir adjudicateur ;
- ne pas communiquer les produits réalisés, documents et fichiers à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître, à savoir le personnel du pouvoir adjudicateur chargé de l'exécution du marché ainsi que le personnel chargé par le titulaire d'exécuter les prestations ;
- prendre toutes mesures de sécurité notamment matérielle permettant la conservation et l'intégrité des documents, fichiers informatiques et informations traités ou utilisés dans le cadre du présent marché et prendre toutes mesures permettant d'éviter toute déformation, endommagement et toute utilisation détournée ou frauduleuse de ceux-ci ;
- ne pas accéder aux informations stockées dans les fichiers du pouvoir adjudicateur, hors de son périmètre d'intervention sans son accord exprès et à porter à sa connaissance les cas où, au cours de son intervention, il aurait accédé fortuitement à ces informations ;
- ne conserver aucune copie des documents ou fichiers confiés par le pouvoir adjudicateur, à l'issue du marché et de produire une déclaration dûment signée par une personne habilitée à représenter le titulaire attestant de ladite destruction.
- prendre toutes mesures pour assurer la confidentialité des données lors des opérations de développement et de maintenance du matériel informatique utilisé dans le cadre du marché.

L'utilisation, par le titulaire, du nom « Caf 92 » appliqué à quelque fin que ce soit, et la référence au présent marché sont subordonnées à l'accord écrit et préalable du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engage également à faire respecter les dispositions du présent article par son personnel et par toute personne qui interviendrait directement ou indirectement pour son compte, notamment ses sous-traitants. Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution de prestations, ni procéder à une cession du marché sans l'accord préalable du pouvoir adjudicateur.

Il conclut par ailleurs avec ces derniers un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent article afin d'assurer notamment la mise en œuvre des mesures de sécurité et de confidentialité prévues dans la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et au règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 concernant les données à caractère personnel.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour s'assurer du respect de ses obligations, tant par le titulaire que par ses sous-traitants éventuels. Pour ce faire, il se réserve notamment le droit de demander, à tout moment, au titulaire, communication de l'engagement de sécurité et de confidentialité prévu au précédent alinéa.

Le non-respect des obligations décrites au présent article peut entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire, sans indemnité et sans préjuger des poursuites pénales éventuelles, la responsabilité du titulaire pouvant également être engagée sur le fondement des articles 226-17, 226-22 et 226-5 du Code pénal.

Ces obligations demeurent valables y compris après la fin du présent marché.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à maintenir confidentielles les informations signalées comme telles par le titulaire qu'il recevrait de celui-ci.

e) Sécurité

Le titulaire et tout sous-traitant doit respecter les exigences de la Politique de sécurité du Système d'information de la Branche Famille, et dans les chartes nationales du système d'information de celle-ci – notamment en termes de confidentialité, de sécurité et d'utilisation licite, rationnelle et loyale du système d'information applicables au sein des organismes de la branche Famille.

Le titulaire s'engage à fournir régulièrement la liste des personnes autorisées à intervenir sur le système d'information du pouvoir adjudicateur ainsi que leur niveau d'accréditation (type d'accès ressources).

Pour des raisons de sécurité et de confidentialité, le titulaire s'engage à n'opérer aucun transfert de messages électroniques depuis l'outil de messagerie professionnelle du pouvoir adjudicateur ou organisme de la branche Famille vers l'outil de messagerie du titulaire ou de son sous-traitant ou vers tout autre outil de messagerie extérieur.

Le titulaire s'engage à faire respecter cette interdiction par son personnel et par toute personne qui interviendrait directement ou indirectement pour son compte, notamment ses sous-traitants.

L'exigence de la garantie d'un haut niveau de sécurité s'applique au site principal (pré production, production, recette, développement), à celui de secours, au site de sauvegarde éventuel ainsi qu'au personnel d'exploitation du titulaire ou de tout sous-traitant qui pourrait accéder aux données.

Afin d'assurer la sécurité des données, les données et les outils utilisés par le titulaire ou tout sous-traitant accepté par le pouvoir adjudicateur, sont hébergés exclusivement dans un pays de l'Union européenne.

f) Obligation de non-concurrence

Compte tenu de la nature de ses obligations envers l'IRFAF (fournir des actions de formation pour le compte de l'IRFAF aux Caf de la Région Ile-de-France), le titulaire s'interdit pendant toute la durée du marché, quelle qu'en soit la cause, d'exécuter des actions de formation similaires à celles objet du présent marché auprès des Caf clientes de l'IRFAF.

Toute violation de la présente clause de non-concurrence rend automatiquement le titulaire redevable d'une pénalité fixée dès à présent et forfaitairement à 2 000 € TTC, pénalité due pour chaque infraction constatée, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure d'avoir à cesser l'activité concurrentielle.

g) Obligation en termes de neutralité

Le Titulaire s'engage à réaliser les prestations prévues au présent marché **dans le strict respect du principe de neutralité**. Le Titulaire s'engage en outre au **strict respect des principes de la République**, en application de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021.

Il s'engage à ne pas avoir pour vocation la diffusion d'idées à caractère politique, syndical, confessionnel, prosélyte, ou sectaire, et s'adresse à tous les publics, sans distinction de sexe, d'origine ethnique, de religion, ou d'âge. Au cours des formations, aucun langage ou comportement à caractère sexiste, homophobe ou raciste ne sera toléré.

Il s'engage à respecter la **nouvelle charte de la laïcité** de la Branche Famille adoptée en 2025 affichée dans les locaux de la CAF et dont une copie lui sera remise.

6.2 : OBLIGATIONS DE L'ORGANISME CONTRACTANT

L'Organisme contractant s'engage à :

- permettre au personnel du Titulaire, l'accès à ses locaux et ceux de ses sites pour la réalisation des prestations se déroulant à l'intérieur de ceux-ci, sous réserve du respect des conditions d'accès, de contrôle et de sécurité en vigueur dans l'établissement.
- mettre à la disposition les informations utiles à la réalisation des formations, dans les meilleures conditions de sécurité,
- mettre à la disposition un interlocuteur habilité à fournir tout renseignement utile sur les prestations demandées.

ARTICLE 7 : PASSATION DES BONS DE COMMANDE – MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION-**7.1 : BONS DE COMMANDE**

Les prestations de formations à fournir feront l'objet de bons de commande au fur et à mesure des besoins. Chaque bon de commande indiquera a minima :

- la référence du marché,
- la nature de la formation souhaitée,
- l'intitulé du ou des modules de formation,
- le nombre de personnes concernées,
- les dates d'exécution,
- les lieux d'exécution,
- le prix total H.T. de la commande.
- le prix total T.T.C de la commande.

L'établissement de chaque bon de commande sera précédé d'un contact avec le titulaire permettant de vérifier les disponibilités de ce dernier.

Pour chaque commande, le titulaire s'engage à réaliser une formation adaptée aux besoins des participants, selon le niveau de chaque participant.

Aucune prestation ne sera rémunérée, si elle n'a pas fait l'objet d'un bon de commande préalable de la part de l'organisme contractant, et si la commande n'émane pas directement de l'Organisme contractant.

Les sessions ne pourront être organisées sous les seuils de présence prévus au CCTP. Cependant, sur décision expresse de l'IrfaF ces seuils pourront être abaissés pour répondre à des circonstances exceptionnelles.

7.2 : CONDITIONS D'ANNULATION OU DE REPORT DE SESSIONS**1° - À la demande de l'IRFAF**

Toute session reportée ou annulée du fait de l'IRFAF, moins de 8 jours ouvrés avant le début de l'action de formation ayant fait l'objet d'un bon de commande, à l'exception des actions qui sont annulées alors que le seuil fixé ci-dessus n'est plus atteint du fait de désistements tardifs, sera :

- soit remplacée par une proposition équivalente au cours des six mois suivants,
- soit donnera lieu à une indemnisation du Titulaire d'un montant de 20% de la rémunération prévue pour cette prestation.

A contrario, toute annulation par l'IRFAF du bon de commande plus de 8 jours ouvrés avant le début de l'action n'entraîne aucune indemnisation pour le Titulaire.

2° À la demande du Titulaire

Toute session reportée ou annulée du fait du Titulaire doit être reportée en concertation avec l'IRFAF. Aucun paiement supplémentaire ne sera accordé au Titulaire.

Par ailleurs, en cas de défaillance du titulaire, celui-ci sera tenu de verser au pouvoir adjudicateur une indemnité pour la formation annulée de son fait selon les modalités suivantes :

- L'Irfaf est informé de l'impossibilité d'exécuter la prestation 10 jours ouvrés avant le premier jour de la formation : l'indemnité s'élève à 20% du montant global de la prestation indiqué sur le bon de commande ;
- L'Irfaf est informé de l'impossibilité d'exécuter la prestation 5 jours ouvrés avant le premier jour de la formation : l'indemnité s'élève à 30% du montant global de la prestation indiqué sur le bon de commande ;
- L'Irfaf est informé de l'impossibilité d'exécuter la prestation le premier jour de la formation : l'indemnité s'élève à 50% du montant global de la prestation indiqué sur le bon de commande.

3) Cas particulier

En cas **de mouvements sociaux** ou **d'intempéries exceptionnelles** la veille ou le jour J de début d'une action de formation hors Ile-de-France rendant impossible le déplacement des stagiaires à la date prévue initialement (grève des transports/trains ou vols supprimés/routes impraticables), si le formateur s'est déplacé sur le lieu de formation, une prise en charge exceptionnelle à raison de 50% des frais occasionnés sera accordée au Titulaire sur présentation préalable de justificatifs.

7.2 : MODIFICATION EN COURS D'EXECUTION

L'Organisme pourra prescrire au titulaire des modifications relatives aux prestations à exécuter. La décision de l'Organisme sera notifiée par tout moyen permettant de donner date certaine au Titulaire qui sera réputé l'avoir acceptée s'il n'a pas formulé de réserves dans les quarante-huit (48) heures suivant la réception de ladite décision.

ARTICLE 8 : CONDITIONS FINANCIERES

8.1 : PRIX DU MARCHÉ

Les prix figurent dans le bordereau joint en annexe 1 à l'Acte d'Engagement, sous la forme de prix forfaitaires journaliers, pour chaque lot.

Une journée de formation équivaut à 7 heures (incluant une pause déjeuner d'une heure). Les formations pourront être animées en demi-journées, soit 3h30. Le tarif de la demi-journée sera de 50% du prix de la journée

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui fixé par la date limite de remise des offres, soit **mars 2026**. Ce mois est appelé mois zéro (m₀).

Le tarif unitaire et forfaitaire journalier comprend les prestations ainsi que l'ensemble des frais supportés par le titulaire pour l'exécution des prestations, à savoir :

- toutes les charges fiscales, parafiscales et autres auxquelles sont soumises les prestations,
- les coûts de conception, d'actualisation des supports pédagogiques ainsi que leurs supports de diffusion, leur envoi à l'IRFAF ainsi que leur reproduction pour les stagiaires, et de maintenance
- les frais de déplacement, d'hébergement, de restauration et d'organisation matérielle des prestations,

- le temps de conception et de préparation de la formation, les frais pédagogiques, des réunions préparatoires ou de bilan,
- les adaptations pédagogiques qui seront, le cas échéant, demandées par l'IRFAF,
- les modifications du séquençement pédagogique, de l'adaptation des contenus pédagogiques,
- la conception des supports pédagogiques,
- l'animation,
- l'évaluation des prérequis et post formation, le cas échéant,
- toute autre demande de transformation qui pourra être demandée par l'IRFAF,
- pour les stages se déroulant en dehors des locaux de l'IRFAF, la transmission à l'IRFAF, le cas échéant par voie postale, des documents administratifs originaux (feuilles d'émargement stagiaires et intervenants, bilans, questionnaires de satisfaction...),

et d'une manière générale tous les frais occasionnés par l'exécution de la prestation.

ATTENTION : pour les formations dans les DROM/COM les prix forfaitaires journaliers comprennent tous les frais visés ci-avant **hormis** :

- les frais de location de véhicule sur place, essence, parking (pour un véhicule de catégorie 1, pour les déplacements Aéroports<>Hôtel <> Caf) : **ces frais seront remboursés par l'IRFAF sur présentation des justificatifs. Le titulaire devra donc avancer les frais pour ses intervenants.**

_les frais de transports aériens : les vols seront réservés et pris en charge par l'IRFAF (au départ et à l'arrivée des aéroports parisiens uniquement). Le Titulaire n'aura pas à faire l'avance des frais pour les billets d'avion.

8.2 : REVISION DES PRIX

Les prix resteront fermes, non actualisables et non révisables jusqu'au 31 décembre 2026. Au-delà et si le marché est reconduit, ils pourront être révisés par le Titulaire selon la formule suivante :

$$P = P_o (0,125 + 0,70 \frac{S_y}{S_{y0}} + 0,175 \frac{FSD1}{FSD1_0})$$

$\frac{S_y}{S_{y0}}$ $\frac{FSD1}{FSD1_0}$

dans laquelle :

P = Prix révisé

P_o = Prix d'origine

S_{y0} = Index SYNTEC du mois m₀

S_y = dernier Index SYNTEC connu au moment de la révision.

FSD1_o = Indice des frais et service divers du mois m₀

FSD1 = même indice, dernier indice connu au moment de la révision des prix.

L'application de la révision incombera au titulaire dans sa facturation. À l'appui de sa facture comportant le prix révisé, le titulaire doit fournir les justificatifs (notamment la copie des indices mentionnés dans la formule ci-dessus) permettant à l'organisme de contrôler les paramètres de la formule de révision.

Un mois avant que la révision ne soit applicable, un bordereau des prix révisés, conforme, devra être transmis par le Titulaire à la Caisse d'Allocations Familiales des Hauts-de-Seine, afin d'être accepté formellement. Il servira de pièce justificative lors de l'établissement des factures. La

revalorisation ne pourra s'appliquer que pour les actions de formation dont le démarrage sera postérieur à l'accord de la CAF.

8.3 : CLAUSE BUTOIR

Toutefois, dans la mesure où les prix révisés à la hausse viendraient à dépasser le seuil annuel de 3 % par rapport à ceux précédemment pratiqués, la révision sera limitée à cette hausse maximale.

8.4 : CLAUSE DE SAUVEGARDE

Toutefois, dans la mesure où les prix révisés à la hausse viendraient à dépasser le seuil annuel de 5% par rapport à ceux précédemment pratiqués, l'Organisme contractant se réserve le droit de résilier unilatéralement le marché moyennant un préavis d'un (1) mois, sans que cela ne donne lieu à indemnité pour le Titulaire.

ARTICLE 9 : REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE

9.1 : FACTURATION ET PAIEMENT

9.1.1 : Facturation

Après chaque formation, le prestataire transmettra à l'IRFAF, une facture précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution du marché.

Les factures doivent être déposées sur le portail internet Chorus Pro du ministère des Finances : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Chaque facture précisera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La référence du marché,
- La référence du bon de commande CAF,
- L'intitulé de l'action de formation,
- La date de la prestation,
- Le numéro de compte bancaire du titulaire,
- Le tarif total H.T. de la prestation, conformément au cadre de prix du titulaire,
- Le taux et le montant de la T.V.A.,
- Le montant total TTC de la prestation,
- La date d'émission de la facture.

Le titulaire devra renseigner le SIRET de la CAF 92 (38105099600010) ainsi que le n° d'engagement (numéro du bon de commande ou à défaut en l'absence de bon de commande, le numéro de marché attribué par la CAF92).

Il est rappelé que le portail Chorus Pro n'est destiné qu'à la transmission des seules factures respectant les éléments portés dans le décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique date d'émission de la facture, désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture, référence de l'engagement ou de la commande, quantité et détermination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés, etc. Il permet notamment la possibilité de consulter à tout moment l'état d'avancement du traitement de la facture.

Aucun supplément de prix ne pourra être admis s'il ne correspond pas à une prestation demandée dans le cadre du présent marché par l'IRFAF.

9.1.2 : Délai de paiement

En application de l'article R.2192-10 du Code de la commande publique, le délai global de paiement du présent marché est fixé à 30 jours, à compter de la réception de la demande de paiement conforme par les services de l'Organisme. En cas de présentation de facture non conforme, ce délai est suspendu. Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par lettre recommandée. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'organisme, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au titulaire

Les paiements sont effectués suivant les règles de la Comptabilité Publique.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché, le bénéfice d'intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

La Caisse d'Allocations Familiales des Hauts-de-Seine se libèrera de la somme due en exécution du présent marché en faisant porter le montant de celle-ci au crédit du compte postal ou bancaire dont l'entrepreneur aura fourni au préalable un relevé d'identité complet.

9.2 : TVA

Les paiements convenus donnent lieu à la taxe à la valeur ajoutée, selon la réglementation fiscale applicable à la date d'exécution des prestations. La T.V.A. est actuellement fixée au taux de 20 %.

9.3 : AVANCE

Sans objet.

9.4 : CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES

Les créances nées ou à naître dans le cadre de l'accord-cadre peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R.2191-46 à R.2191-62 du code de la commande publique. La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R.2191-60 dudit code est le Directeur Comptable et Financier de l'organisme ou son représentant habilité. En cas de sous-traitance, l'accord-cadre ne peut être nanti qu'à hauteur des prestations exécutées par le Titulaire.

ARTICLE 10 : VERIFICATION – RECEPTION DES PRESTATIONS

Les prestations demandées seront soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent bien aux besoins et stipulations prévues dans le marché.

10.1 : DEFINITION ET ROLE DE L'AUTORITE DE CONTROLE

Le suivi et le contrôle de la bonne réalisation des prestations seront assurés par l'organisme contractant ou son représentant.

L'organisme contractant se réserve le droit, en cours de mise en œuvre et d'exécution de la prestation, de procéder à des contrôles à tout moment pour constater l'exécution des prestations.

Il se chargera entre autres de suivre l'avancement des prestations, de comparer cet état d'avancement au calendrier prévu, de formuler une appréciation, le cas échéant sur les documents demandés, et dans tous les cas sur la qualité des prestations, de vérifier le bien-fondé des demandes de paiement, et de formuler un avis sur l'achèvement correct des prestations.

Les rapports écrits sur les actions de formation, qui pourraient être produits par le Titulaire à la demande de l'Organisme contractant, tels que les fiches d'évaluation remplies par les participants aux actions de formation, feront l'objet d'une remise à ce dernier en deux exemplaires.

La vérification du contenu pédagogique et de la qualité de la formation se fera au regard de ces fiches d'évaluation et des entretiens de suivi avec le représentant de la Caf.

10.2 : ADMISSION DES PRESTATIONS

La bonne exécution de chaque stage de formation sera matérialisée par la fourniture de la liste des participants datée et signée par ces derniers et par le titulaire du marché et contresigné par l'Organisme contractant, avec les fiches d'évaluation remplies par les participants ainsi que le bilan du formateur, ces documents remis valant procès-verbal de réception.

ARTICLE 11 : PENALITES

Les pénalités sont recouvrables par compensation sur les paiements à faire. Par dérogation au CCAG-PI le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités inférieures à 1000 €. Les pénalités ne constituent pas la contrepartie d'une livraison de biens ou d'une prestation de service. Elles sont donc situées hors du domaine d'application de la TVA.

Si les prestations n'étaient pas effectuées de manière complète et parfaite dans les délais prévus au bon de commande du fait de la carence du Titulaire, celui-ci encourait, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées par application de la formule de pénalisation suivante :

$$P = \frac{V \times R}{30}$$

Dans laquelle :

P = montant des pénalités,

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base de la commande, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA,

R = nombre de jours de retard.

En cas de retard dans la transmission d'une proposition pédagogique, il est appliqué une pénalité de 50€ par jour franc de retard.

En cas de manquements répétés, après une mise en demeure adressée au Titulaire par tout moyen permettant de lui donner date certaine, l'organisme se réserve le droit de résilier le marché sans préavis, et sans indemnités ni dommages et intérêts, par tout moyen permettant de donner date certaine.

ARTICLE 12 : SOUS-TRAITANCE**12.1 : DISPOSITIONS APPLICABLES AU TITULAIRE**

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

Le titulaire du marché qui envisage de sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, au moment de sa soumission ou après le dépôt de son offre, devra obligatoirement en faire la demande à la Caf 92. La sous-traitance est régie par les dispositions des articles L.2193-1 et suivants et R.2193-1 et suivants du Code de la commande publique, ainsi que les dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

La déclaration d'un sous-traitant se fait par la remise d'un formulaire DC4 (**version janvier 2024**) dûment rempli par les parties concernées (le Titulaire et son sous-traitant).

Pour qu'elle lui soit opposable, le DC4 doit également être signé par le représentant de l'Organisme contractant ou son délégué.

Dans le cas de la prise en charge d'une partie de la prestation par un prestataire tiers, le titulaire précise l'organisation et la répartition des prestations.

En tout état de cause, une déclaration de sous-traitance est produite au pouvoir adjudicateur qui se réserve le droit de refuser le sous-traitant si celui-ci ne devait pas apporter des garanties suffisantes pour assurer la mise en œuvre des prestations ainsi que les mesures de sécurité et de confidentialité mentionnées à l'article 34 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En cas d'acceptation par le pouvoir adjudicateur de la sous-traitance, le titulaire s'engage à conclure un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent marché en matière de sécurité et de confidentialité et à le communiquer au pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

1° Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit une déclaration mentionnant :

- . la nature des prestations sous-traitées,
- . le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- . le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant,
- . les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix,
- . les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant (effectifs, moyens techniques, liste des principales références effectuées au cours des trois dernières années, preuve d'une assurance des risques professionnels, chiffres d'affaires, etc.).

Le candidat remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La notification de l'accord-cadre emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

2° Dans le cas où la demande est présentée après le dépôt de l'offre, le Titulaire remet contre récépissé au pouvoir adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements mentionnés au 1°.

Le Titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R2193-22 du décret du 03 décembre 2018 portant code de la commande publique, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé des deux parties.

Les éléments figurant dans l'acte spécial doivent être identiques à ceux mentionnés dans le 1°.

Si le titulaire omet volontairement ou non de mentionner la sous-traitance envisagée, le marché pourra être résilié de plein droit à ses frais et risques.

12.2 : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX SOUS-TRAITANTS

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution. Le sous-traitant ne peut renoncer au paiement direct.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'organisme contractant au Titulaire de l'accord-cadre, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé. Il libelle les factures au nom du Titulaire et transmet à ce dernier les originaux à l'occasion de la demande de paiement.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'organisme contractant accompagnée du double des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le Titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part au sous-traitant et d'autre part, à l'organisme contractant.

En cas d'accord, le Titulaire joint en double exemplaire à la facture une attestation indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte de tous les éléments financiers pouvant affecter le règlement financier de la sous-traitance.

Il reprend dans la facture qu'il adresse au pouvoir adjudicateur pour le règlement de ses propres prestations, les prestations sous-traitées en les faisant apparaître distinctement.

L'organisme contractant procède au paiement du sous-traitant dans le délai de 30 jours.

Ce délai court à compter de la réception par l'organisme de l'accord total ou partiel du Titulaire sur le paiement demandé par le sous-traitant ou de l'expiration du délai mentionné de 15 jours cité précédemment si, pendant ce délai, le Titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'organisme de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

L'organisme contractant informe le Titulaire, des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

ARTICLE 13 : ASSURANCE

Le titulaire est responsable des dommages de toute nature que son personnel pourrait causer aux biens de la Caisse d'Allocations Familiales des Hauts-de-Seine ou aux personnes (agents ou tiers).

Le titulaire fait en outre son affaire de la réparation des préjudices qu'il pourrait lui-même subir à l'occasion de l'exécution des prestations, objet du présent marché, et renonce à tout recours contre la Caisse d'Allocations Familiales des Hauts-de-Seine.

Le titulaire sera seul responsable de tout dommage résultant de son propre fait ou du fait de ses préposés. Ces derniers resteront sous sa garde (au sens du Code civil) pendant l'exécution des prestations de telle sorte que tous les accidents ou toutes les infractions qui surviendraient relèvent de sa seule responsabilité.

Il lui appartient, en conséquence, de contracter toutes polices d'assurances nécessaires à la couverture des risques qu'il encourt et d'obtenir de ses assureurs qu'ils renoncent à tout recours contre la Caisse d'Allocations Familiales des Hauts-de-Seine.

En tout état de cause, avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché. Ces pièces seront exigées au moment de la remise de l'offre.

Ces pièces seront exigées au moment de la remise de l'offre, puis chaque année tout au long de l'exécution du marché.

ARTICLE 14 : STATUT DES INTERVENANTS

14.1 : CONDITIONS D'ACCES ET REGLES DE SECURITE SUR LE SITE D'INTERVENTION

Les intervenants, mis à disposition par le Titulaire, sont soumis sur les sites d'intervention aux mêmes conditions de contrôle et règles d'accès aux locaux que tout agent au service de l'Organisme.

Le Titulaire devra informer le personnel placé sous son autorité des diverses consignes générales et particulières de sécurité propres au site d'intervention qui lui seront communiquées par la personne habilitée sur le site et contrôler que ces consignes soient parfaitement connues de l'intéressé.

14.2 : LIENS JURIDIQUES

Il est expressément entendu que les intervenants, détachés par le Titulaire dans le cadre du présent marché, demeurent à tous égards, les salariés de celui-ci au regard de la législation du travail, de la sécurité sociale, des congés payés, des déplacements, des impôts, etc. Tout accident ou maladie pouvant affecter l'intervenant mis à disposition pendant la durée de sa mission relève de la compétence du titulaire.

14.3 : ABSENCES, DEPART DU PERSONNEL, REMPLACEMENT

Le Titulaire doit informer immédiatement par tout moyen permettant d'attester la réception par l'IRFAF de toute modification de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation, et notamment si l'un des intervenants désignés n'était plus en mesure d'assurer la prestation qui lui est confiée au titre du présent marché.

Dans ce cas, le titulaire **doit désigner un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et en communiquer le nom et les titres à l'organisme contractant ou à son représentant dans un délai de 48 heures à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.**

À défaut de désignation dans les délais impartis, ou si ce remplaçant est récusé par l'organisme contractant dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent, le marché peut être résilié dans les conditions prévues au CCAG-PI.

En aucun cas le remplacement du personnel défaillant ne pourra justifier une augmentation du tarif tel qu'il est prévu dans le marché. Si le remplaçant proposé n'est pas accepté par l'Organisme contractant, la lettre de commande de la prestation sera modifiée ou non suivie d'effet.

14.4 : VALIDATION ET RECUSATION DE PERSONNEL

Le pouvoir adjudicateur validera les formateurs chargés d'assurer l'animation de la formation. Plus globalement, toutes les personnes dédiées totalement ou partiellement au produit devront faire l'objet d'une validation préalable.

Considérant que la bonne exécution de la prestation au titre du présent marché dépend essentiellement des intervenants désignés pour en assurer la conduite, les intervenants doivent être ceux pour lesquels les curriculum vitæ ont été fournis **et le titulaire s'engage en outre à maintenir, autant que faire se peut, les mêmes formateurs sur les différentes thématiques tout au long du marché pour permettre une bonne prise en compte par ceux-ci du contexte institutionnel, des publics, et une cohérence pédagogique**

S'ils ne sont plus en mesure d'accomplir leur mission, le titulaire du marché doit en aviser immédiatement le manager de projets de l'IRFAF, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Le prestataire devra communiquer au manager de projets les coordonnées (téléphone, mails...) de l'intervenant.

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire s'engage à ce que les personnels intervenant dans les actions de formation adoptent un comportement professionnel strictement conforme aux exigences de respect, de neutralité, de dignité et de sécurité des personnes.

Tout comportement, propos ou attitude de nature à porter atteinte à l'intégrité morale ou physique des stagiaires, notamment les propos ou comportements à connotation sexiste ou sexuelle, les attitudes de harcèlement, de pression ou de familiarité déplacée, y compris en dehors du temps strict de formation lorsqu'ils sont en lien avec celle-ci, est strictement interdit.

En cas de signalement circonstancié ou de faits portés à la connaissance de l'Organisme contractant, et lorsque ces faits sont de nature à compromettre la sérénité des formations, la confiance des stagiaires ou la bonne exécution du marché, l'Organisme contractant pourra exiger le remplacement immédiat de l'intervenant concerné.

Cette mesure constitue une mesure de protection de l'exécution du marché et ne revêt pas le caractère d'une sanction disciplinaire ou pénale.

Le Titulaire proposera sans délai un intervenant présentant des compétences équivalentes ou supérieures, sans incidence financière pour l'Organisme contractant.

En cas d'intervention dans les locaux d'une Caf cliente, l'intervenant devra contacter et faire valider par le manager de projet toute demande supplémentaire qui lui aurait été faite par la Caf, toutes difficultés rencontrées, ou toute demande de modification de programme.

ARTICLE 15 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur. Les modalités d'application de ces textes sont prévues par les documents particuliers du marché.

Les huit conventions fondamentales de l'OIT ratifiées par la France sont :

- la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C 87, 1948) ;
- la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C 98, 1949) ;
- la convention sur le travail forcé (C 29, 1930) ;
- la convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- la convention sur l'égalité de rémunération (C 100, 1951) ;
- la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C 111, 1958) ;
- la convention sur l'âge minimum (C 138, 1973) ;
- la convention sur les pires formes de travail des enfants (C 182, 1999).

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect en cours d'exécution du marché, et pendant la période de garantie des prestations, en fournissant, sur simple demande de la personne publique, tous les justificatifs permettant de démontrer qu'il s'impose le respect des obligations et dispositions considérées.

Le titulaire s'engage sur l'ensemble des présentes dispositions ainsi qu'à faciliter un éventuel contrôle sur les sites du respect des obligations et dispositions en matière de protection et de conditions de travail de la main d'œuvre employée, par un tiers dûment mandaté à cet effet par la personne publique.

ARTICLE 16 : REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Conformément à l'article 28 du règlement (UE) n°2016/679 du 27 avril 2016, ci-après dénommé « le règlement général sur la protection des données » ou « RGPD », régissant le traitement de données personnelles entre le pouvoir adjudicateur, nommé responsable de traitement et le titulaire, nommé « sous-traitant », tels que définis respectivement aux articles 4-7° et 4-8° du RGPD, ceux-ci s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, outre le RGPD, la loi Informatique et Libertés n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel réalisées dans le cadre des formations dispensés au titre du présent marché.

Les **données à caractère personnel** s'entendent comme toute donnée permettant d'identifier directement ou indirectement une personne physique.

Le traitement de données à caractère personnel s'entend comme toute opération, ou ensemble d'opérations, portant sur de telles données (collecte, enregistrement, organisation, conservation, adaptation, modification, extraction, consultation, utilisation, communication par transmission diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, rapprochement ou interconnexion, verrouillage, effacement ou destruction, ...) quel que soit le procédé utilisé (manuel ou informatisé).

La **base légale** du traitement est : le contrat (article 6.1.B du RGPD) de l'organisme contractant, dit le « *responsable de traitement* », passé avec le titulaire.

La **finalité du traitement** est la réalisation d'actions de formation à destination des salariés de l'ensemble du réseau des Caf.

Le titulaire est autorisé à traiter **les données à caractère personnel des dits salariés**, nécessaires pour fournir le service suivant :

- **Formations dans le domaine des outils d'analyse du dispositif « PERSPICAF ».**

La **nature des opérations** autorisées sur les données est :

- Création d'un fichier, informatisé ou non,
- Transmission à la Caf,
- Archivage,
- Destruction,
- Pilotage/reporting.

Les **données à caractère personnel** potentiellement concernées par le traitement sont celles relatives **notamment** à l'état civil, au numéro d'agent Caf, n° de sécurité sociale, adresse mail, adresse postale, n° de téléphone, situation professionnelle, lieu de travail, etc. Cette liste n'est pas limitative.

Les **catégories de personnes** concernées sont **les salariés des CAF recourant aux formations de l'IRFAF**, et toute personne physique identifiable figurant dans le fichier constitué.

Le titulaire s'engage à :

1. traiter les données uniquement pour la **finalité** qui fait l'objet du traitement,
2. garantir la **confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché et veiller à ce que les personnes autorisées à traiter ces données soient liées par des obligations de confidentialité contraignantes et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
3. prendre les **mesures techniques et organisationnelles** pour protéger les données à caractère personnel des salariés contre tout traitement non autorisé ou illicite, ainsi que contre toute perte, destruction, altération, dommage, modification ou divulgation non autorisée.
4. **informer immédiatement** par écrit l'organisme contractant sous un délai de 24 heures de toute **divulgation, perte, destruction, compromission, dommage, modification ou vol avéré(e), allégué(e)** ou potentiel(le) des données à caractère personnel des salariés. Cette information est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (CNIL).
5. **Exercice des droits des personnes** : dans la mesure du possible, le titulaire doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée.

6. **Mesures de sécurité** : le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens permettant de garantir la conservation, l'intégrité, la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans les délais appropriés en cas d'incident physique ou technique. Il prend toutes les mesures nécessaires et conservatoires permettant d'éviter tous détournement et utilisation frauduleuse des fichiers et de leurs informations au cours de l'exécution du marché.

Sort des données : le titulaire s'engage à ne conserver les données que pour la durée nécessaire aux opérations pour lesquelles elles ont été collectées. À la résiliation ou à l'expiration du marché, le titulaire devra, à la demande de l'organisme concerné, supprimer ou restituer rapidement l'ensemble des données à caractère personnel et procéder à la destruction de tous les fichiers de travail tenus manuellement ou informatisés stockant les informations saisies. **Il en informera la Caf par écrit.**

Le responsable de traitement s'engage à :

- fournir par écrit au titulaire les instructions nécessaires au traitement des données,
- superviser le traitement, y compris réaliser des audits et inspections auprès du titulaire le cas échéant.
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le RGPD.

Le sous-traitant sera responsable en cas de manquement lui étant exclusivement imputable et/ou à ses sous-traitants ultérieurs. À ce titre, le sous-traitant s'engage à indemniser le responsable du traitement pour tout dommage direct subi par ce dernier.

Les coordonnées du délégué à la protection des données du responsable du traitement des données sont les suivantes : Délégué à la protection des données mutualisé – Mission de l'Analyse de la Conformité Informatique et Libertés et de la Sécurité du Système d'Information (MACSSI) – 32 avenue de la Sibelle – 75685 Paris cedex 14 – protection-dp@cnafr.fr

ARTICLE 17 : PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle relatifs au présent marché sont réglementés par l'article 35 du CCAG.PI. En application des articles L111-1 et L112-2 du code de la propriété intellectuelle, l'organisme contractant garantit au titulaire le respect de ses droits quant à l'utilisation des supports de formation distribués aux stagiaires. L'organisme garantit le titulaire contre toute reproduction même partielle des supports de formation sans accord préalable de leur auteur assorti d'un éventuel droit de reproduction à l'exclusion des exceptions énumérées à l'article L122-5 du code de la propriété intellectuelle.

Le Titulaire garantit l'Organisme contre toutes les revendications des tiers relatives à la propriété intellectuelle du contenu et de la présentation des supports de formation.

ARTICLE 18 : CHANGEMENT DE LA SITUATION DU TITULAIRE

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur, les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, à son relevé d'identité bancaire, et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du Titulaire pouvant influencer sur l'exécution de l'accord-cadre.

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par lettre recommandée avec accusé de réception au pouvoir adjudicateur. Cette notification doit être appuyée, selon les cas, soit du nouveau R.I.B., soit d'un

exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société.

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, etc.) ou d'une nouvelle personne physique, il convient d'établir un avenant de transfert entre le pouvoir adjudicateur et le nouveau Titulaire. Il doit apporter la preuve qu'il peut assurer la continuité des prestations.

ARTICLE 19 : RESILIATION

La résiliation du marché pourra intervenir s'il est fait application de l'article 10.4 concernant l'arrêt de l'exécution des prestations, et si l'Organisme contractant a expressément formulé sa décision de résilier. Pour les autres cas de résiliation, il pourra être fait application des articles 36 et suivants du C.C.A.G.P.I.

Par ailleurs, la Caisse d'Allocations Familiales des Hauts-de-Seine pourra procéder à la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire, sans qu'il puisse prétendre à indemnités, en cas de non-respect des obligations contractuelles mises à sa charge pour l'exécution du marché et notamment en cas de non-respect des délais contractuels.

La résiliation prendra effet après l'envoi d'une mise en demeure par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de donner date certaine (assortie d'un délai d'exécution et des sanctions encourues) restée sans suite.

ARTICLE 20 : SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

Conformément aux dispositions de l'article 24 du CCAG-PI, lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur.

Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension.

Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

À défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 43 du CCAG-PI.

ARTICLE 21 : DECLARATIONS REGLEMENTAIRES

Le titulaire déclare sur l'honneur s'engager à assurer le respect des dispositions prévues aux articles L.2141-1 et suivants du code de la commande publique, et ce tout au long de la période d'exécution de l'accord-cadre.

ARTICLE 22 : OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLÉGAL

Le Titulaire s'engage à fournir **spontanément tous les six mois** et jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord cadre, les documents mentionnés aux articles D. 8222-5 et D. 8222-7 du Code du travail ainsi que l'attestation de vigilance datée de moins de 6 mois de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L243-15 du code la sécurité sociale émanant de l'Urssaf et la liste nominative des salariés étrangers employés par le cocontractant et soumis à autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont **obligatoirement** déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à sa disposition, gratuitement, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.fr>

Faute de produire les documents précités, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

ARTICLE 23 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, le droit français est seul applicable. En cas de litiges nés du présent marché qui ne pourraient être réglés par voie d'arbitrage, la juridiction compétente sera celle dont relève l'Organisme contractant (tribunal judiciaire de Nanterre).

ARTICLE 24 : LANGUE

Les correspondances et tous documents relatifs au marché sont émis en Français.

ARTICLE 25 : DEROGATIONS AU CCAG-PI

Le présent document déroge au CCAG-PI sur les points suivants :

Articles dérogatoires	Articles du CCAG visés par la dérogation	Nature de la dérogation
12	16	Pénalités
20	36	Résiliation
